



UN ENVIRONNEMENT RÉGIONAL PORTEUR

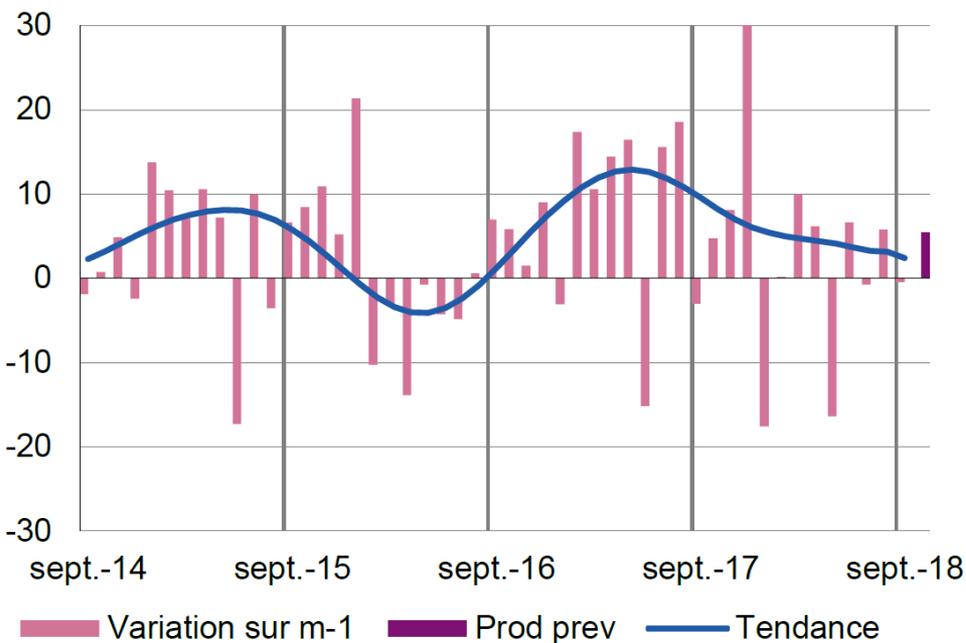
BANQUE DE FRANCE CENTRE – VAL DE LOIRE
DIRECTION DES AFFAIRES RÉGIONALES



Activité industrielle en Centre-Val de Loire Septembre 2018

Évolution de la production et prévisions

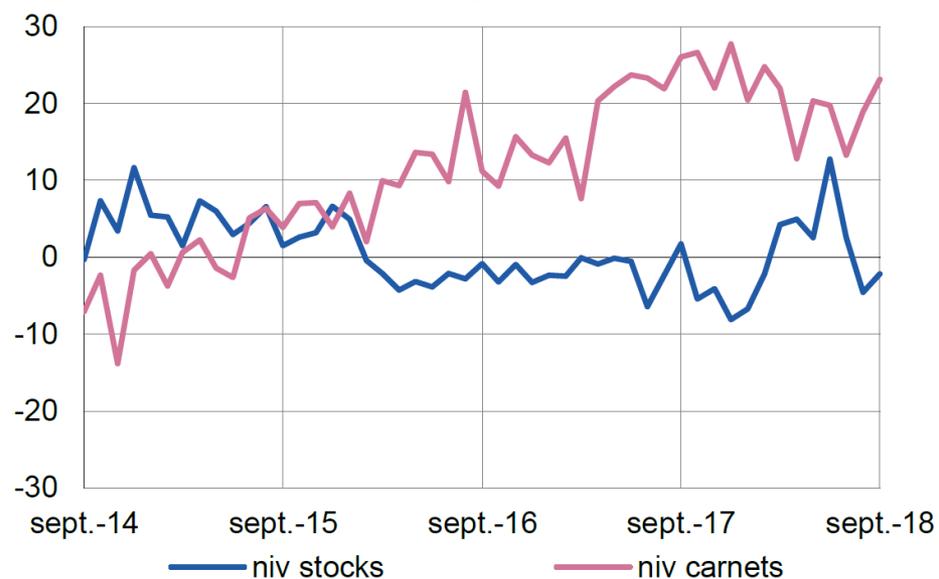
Soldes d'opinion CVS



Situation des carnets et des stocks de produits finis

(par rapport à la situation jugée normale)

Soldes d'opinion CVS

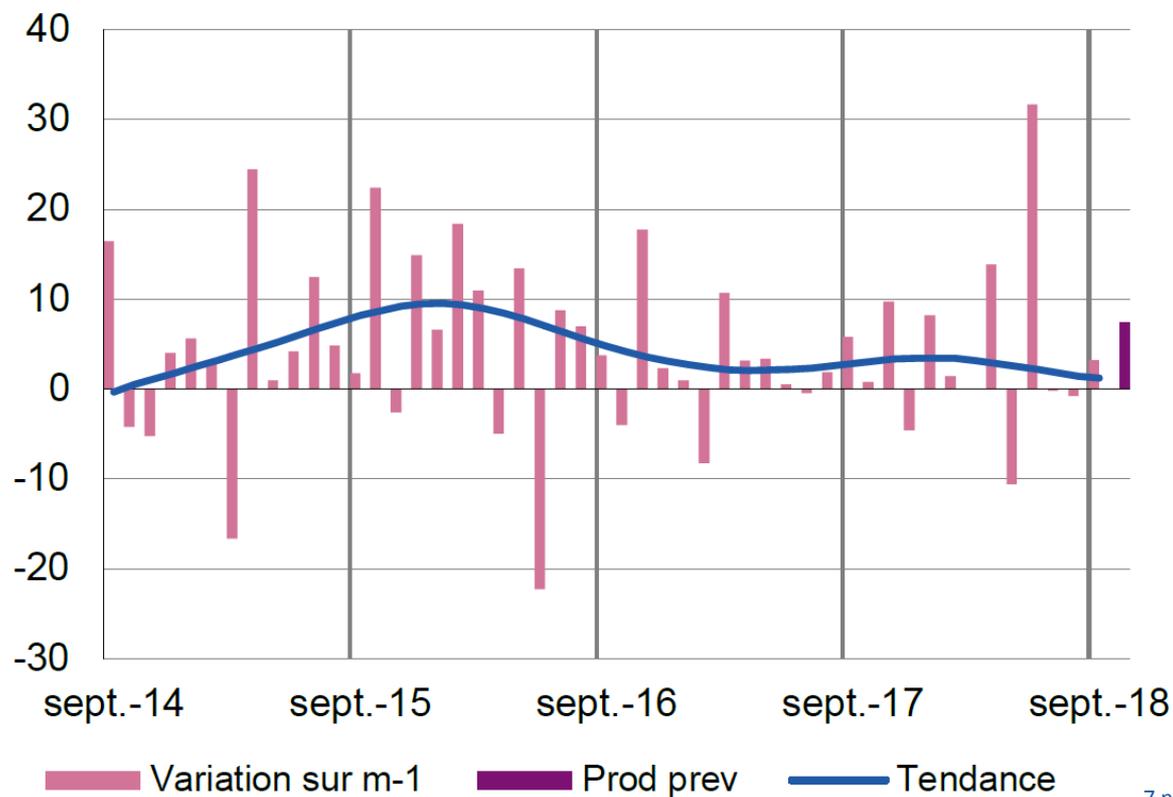


Activité des services en Centre-Val de Loire

Septembre 2018

Évolution de l'activité et prévisions

Soldes d'opinion CVS





UNE PROGRESSION DYNAMIQUE DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES (+3,9% EN RÉGION, +5,1% EN FRANCE)

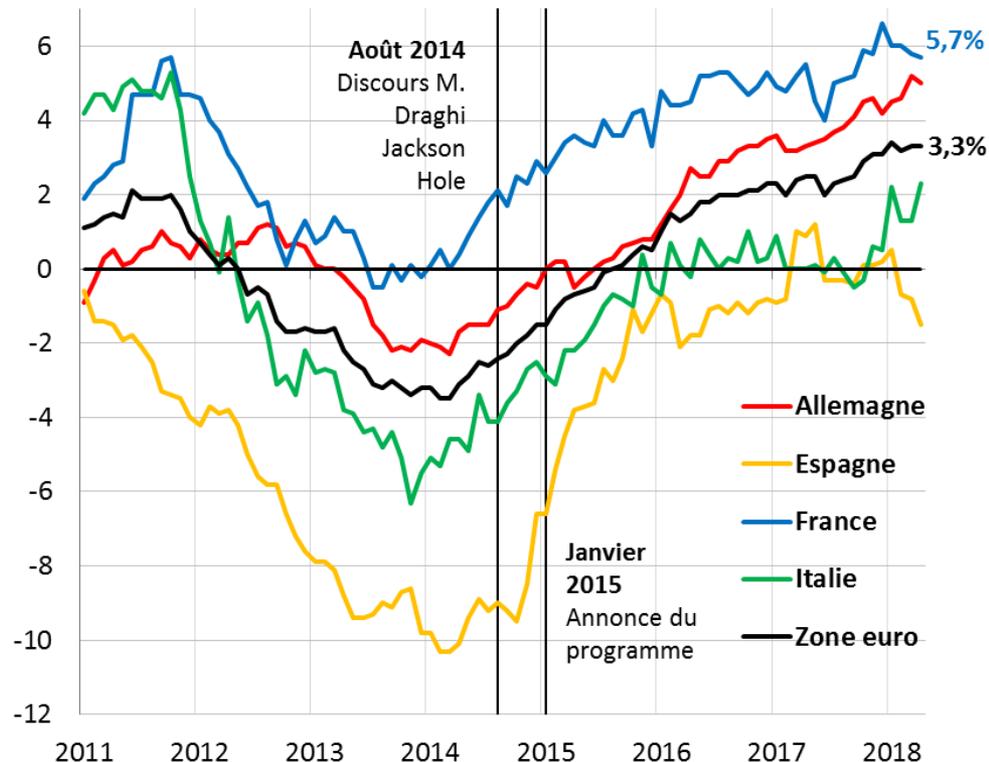
Encours de crédits mobilisés à fin juillet 2018

100 = décembre 2007



Taux de croissance annuel des crédits aux SNF

(corrigé des cessions de prêts et de la titrisation, en %, à droite taux d'avril 2018)

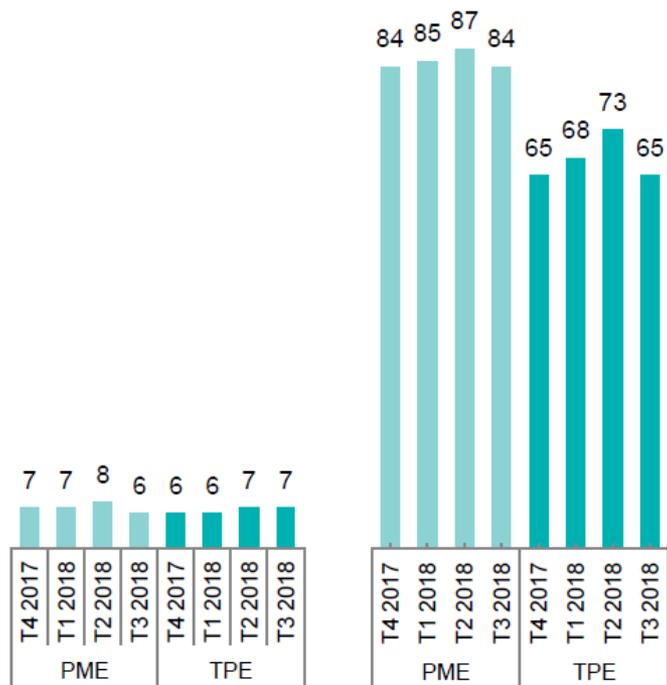




UN ACCÈS DES TPE AU CRÉDIT TOUJOURS LARGE

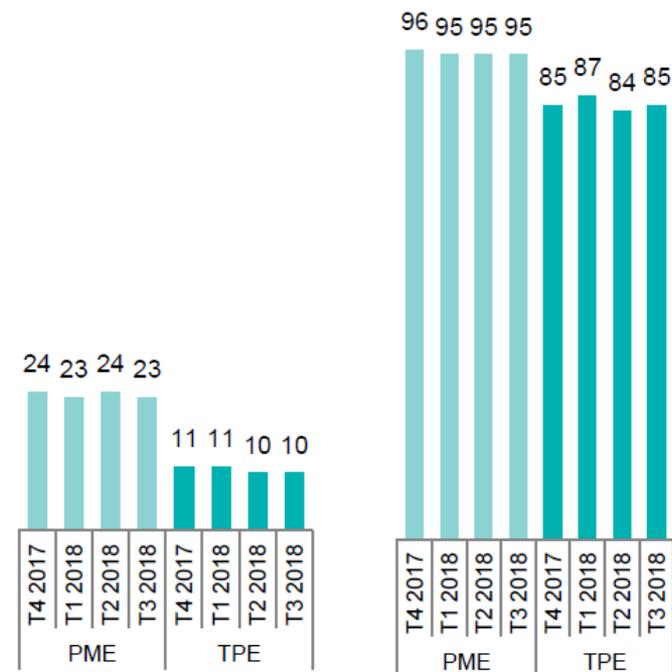
Demande et obtention de nouveaux crédits par les PME et les TPE*

Crédit de trésorerie



Demande de nouveau crédit

Crédit d'investissement



Demande de nouveau crédit

Obtention de nouveau crédit (en totalité ou à plus de 75 %)

*en % ; hors utilisation de lignes de crédit obtenues précédemment

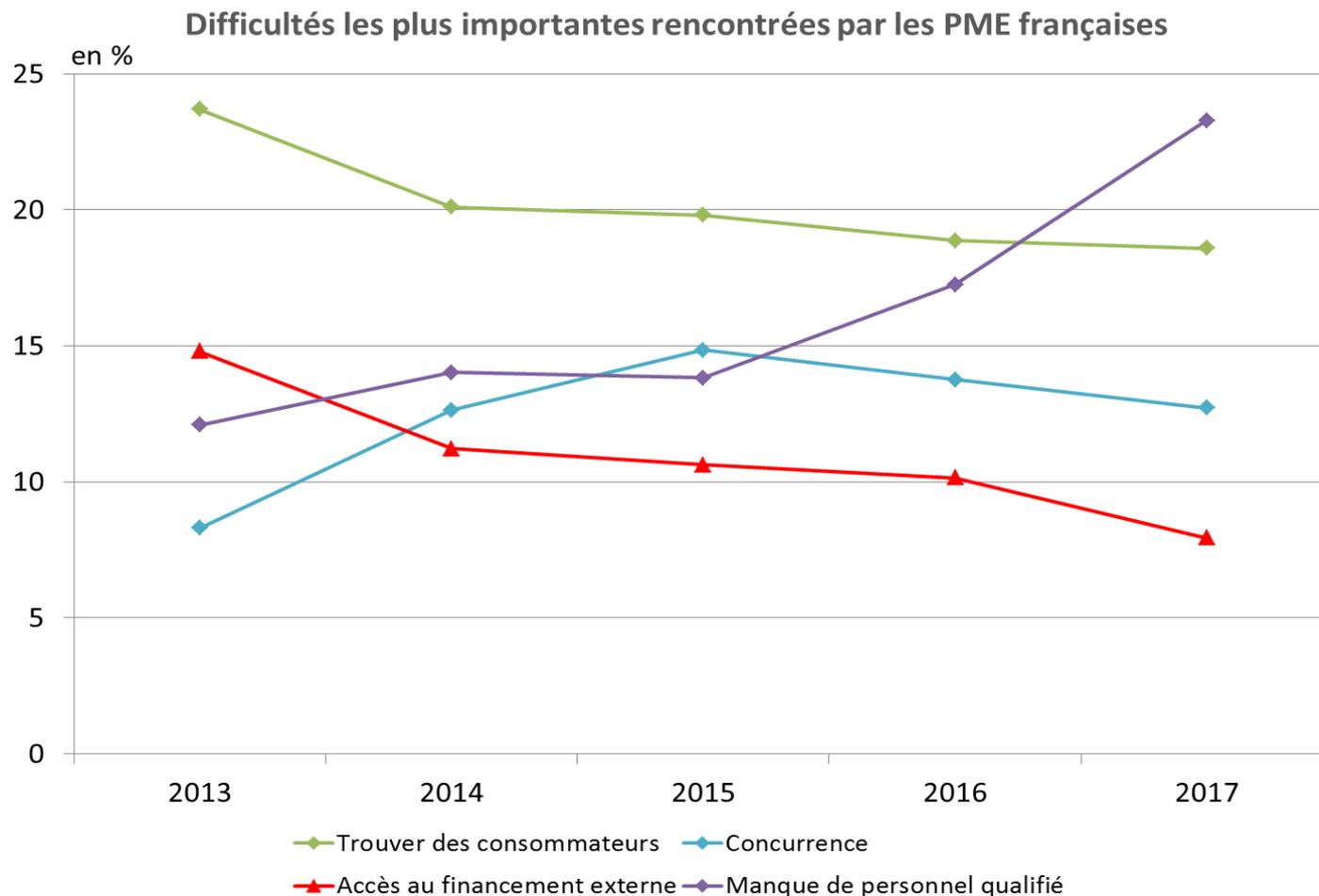
Source : Banque de France (Direction Générale des Statistiques) et FCGA

Champ : Entreprises avec une autonomie de décision en matière de demande de crédit ; PME : 10 - 249 salariés ; TPE : 0-9 salariés

Chiffres-clés (fin septembre 2018)

- 43 dossiers instruits
- 4714 k€ d'encours débloqués
- 282 emplois préservés
- 59 % des dossiers en médiation réussie

UN ACCÈS AU FINANCEMENT EXTERNE DES PME DE MOINS EN MOINS PERÇU COMME UNE DIFFICULTÉ



Financements externes : prêts bancaires, crédits commerciaux, actions, titres de créance, autres sources de financement externe.

UNE COMPÉTITIVITÉ FRANÇAISE À RENFORCER

- La persistance de notre déficit extérieur explique notre **retard de croissance** par rapport à la zone euro sur 2014-2017 (-2,3 points).
- Un solde des transactions courantes systématiquement déficitaire depuis 2007 (- 13,1 milliards d'euros en 2017).
- Un déficit des échanges de biens et services qui résulte exclusivement des échanges **au sein de la zone euro**.

Contributions cumulées à la croissance du PIB, 2014-2017
(en %)

